



Macron vers une

Après une abstention record dimanche (51,29 %), le mouvement du chef de l'Etat va continuer à mobiliser ses candidats en vue du second tour. Une vague Macron redoutée à gauche comme à droite

Les pleins pouvoirs ! Un mois après son entrée à l'Elysée, Emmanuel Macron est en position de force pour s'assurer une majorité sans partage après un premier tour des législatives où son parti a laminé tous ses adversaires, sur fond d'abstention record. Selon les résultats définitifs, en voix, le mouvement présidentiel, la République en marche (REM) arrive nettement en tête (32,3%), devant LR-UDI (21,5 %) et le FN (13,2 %). Le PS et son allié PRG obtiennent 9,5 % et sont légèrement devancés en voix par La France insoumise (11 %) de Jean-Luc Mélenchon.

« *Macron en marche vers une majorité écrasante* » (Le Figaro), « *Macron plie le match* » (L'Opinion), « *Un coup de maître* » (Le Parisien), « *L'OPA* » (Libération). Les titres des quotidiens nationaux d'hier ne laissent aucun doute sur la couleur de la future « chambre bleu Macron » (L'Humanité). Toutefois, l'abstention a atteint le niveau record de 51,29 %, du jamais vu aux législatives sous la V^e République.

« *Moins d'un électeur sur deux s'est déplacé aux urnes. Alors qu'on nous explique que nous sommes dans une nouvelle page de la vie politique française, il n'y a aucune appétence* », a estimé le socialiste Luc Carvounas, tandis que Brice Hortefeux (Les Républicains) fait va-

loir que « *pour le parti d'Emmanuel Macron, il y a un électeur sur sept seulement qui lui apporte son suffrage* ». « *Notre électorat manifestement, lui, s'est déplacé* », a rétorqué le porte-parole de la REM Benjamin Griveaux, tandis que son homologue du gouvernement Christophe Castaner a vu dans cette abstention « *l'échec* » de cette élection. Et les représentants de la future majorité présidentielle de rappeler l'engagement du chef de l'Etat d'introduire une dose de proportionnelle au Palais-Bourbon.

« Présomption de confiance »

Selon les projections par sièges, la REM et son allié du MoDem raviraient, dimanche, entre 400 et 455 des 577 sièges, très largement au-dessus de la majorité absolue (289 élus). De quoi aviver les craintes d'une chambre monolithique. Mais « *la corporatisation n'est pas l'état d'esprit de La République en marche !* », a assuré M. Griveaux.

Après seulement un an d'existence, la REM a réussi à dynamiser les partis traditionnels de gauche et de droite.

Le Parti socialiste, qui contrôlait la moitié de l'Assemblée sortante, s'effondrerait avec ses alliés autour de 15 à 40 sièges, soit encore moins que les 57 de la débâcle de 1993 [lire en page suivante]. La France insoumise



de Jean-Luc Mélenchon obtiendrait 10 à 23 fauteuils, PCF inclus.

Droite et gauche inquiètent

La droite, qui espérait priver le nouveau président Macron de majorité, terminerai avec 70 à 130 élus LR et UDI. Dont une partie devrait soutenir la majorité

présidentielle. « *Je suis pour la présomption de confiance* ». « *Qu'on se donne dix-huit mois* » et « *on verra ce que ça donne* », a prôné l'ancien Premier ministre Jean-Pierre Raffarin, tandis que Jean-François Copé redoute « *un pouvoir sans limites* » de M. Macron. Une crainte partagée, hier sur TF 1, par Valérie Pécresse, la

présidente LR de la région Ile-de-France : « *Nous avons un risque de parti unique* ». Un élément de langage repris par toute une ribambelle de responsables de droite, de Hervé Mariton à Eric Ciotti. Pis encore : cette inquiétude est aussi apparue à gauche, avec un Jean-Luc Mélenchon qui a encouragé les électeurs à ne pas

donner « *les pleins pouvoirs au parti du président* ».

Marine Le Pen sauve le FN

Quant au Front national, il obtiendrait seulement 1 à 10 sièges, contre 2 lors de la précédente législature. Avec un score de 13,2 % très éloigné de celui de Marine Le Pen au premier tour de la présidentielle (21,3%). « *Nous pouvons avoir beaucoup plus de députés que ce qui a été annoncé* », a cependant assuré son vice-président Florian Philippot. A commencer par M^{me} Le Pen, en tête avec 46 % des voix dans le Pas-de-Calais.

Effet de la faible participation, il n'y aura qu'une seule triangulaire le 18 juin, dans la 1^{re} circonscription de l'Aube, contre 34 il y a cinq ans. Quant aux membres du gouvernement qui affrontent les suffrages des électeurs, cinq des six ministres candidats sont largement en tête dans leur circonscription (Richard Ferrand, Bruno Le Maire, Christophe Castaner, Marielle de Sarnez et Mounir Mahjoubi), seule Annick Girardin étant en difficulté.

19 recalés sur les 525 candidats REM/MoDem

Candidats investis par le MoDem ou La République en Marche !, ils sont une toute petite poignée à être restés bloqués dimanche soir. En effet, 97 % des candidats REM et 90 % des candidats MoDem seront présents au second tour. Sur les 525 candidats de la majorité présidentielle, sous étiquette MoDem ou REM, ils sont seulement dix-neuf à

être éliminés sans bénéficier de l'effet Macron. Pour ce second tour, l'avenir de trois autres candidats REM/MoDem semble compromis : Christelle Vorillon (REM) dans la 3^e circonscription des Ardennes, Dominique Piedfort (MoDem) dans la 7^e circonscription du Nord et Chantal Rybak (MoDem) dans la 16^e circonscription du Nord.



Par **CLAUDE WEILL**

Du macronisme

Qu'est-ce que le macronisme ? Cet ovni politique, dont la puissance de déflagration ne cesse de surprendre, est loin d'avoir été entièrement analysé.

Il faudra du temps. C'est à l'usage, au fil des mois et des années, qu'on pourra se faire une idée plus précise de la nature de ce phénomène politique inédit par son ampleur et sa vitesse d'expansion. A titre de définition provisoire, on dira que le macronisme est d'abord une ré-

flexion sur l'impuissance publique et les blocages de la société française. Réflexion entamée de longue date, enrichie des observations qu'a pu faire Emmanuel Macron quand il était rapporteur de la commission Attali sur la croissance,

nourrie de son expérience du pouvoir à l'Elysée et à Bercy, avant qu'il ne rompe avec Hollande pour se lancer – au milieu de l'incrédulité générale – dans l'aventure qu'on sait.

C'est alors que s'est affiné son diagnostic sur les causes de l'impuissance publique (paralysie de la décision par les jeux tactiques et les postures politiques, obsession médiatique, paresse intellectuelle des partis de gouvernement, dont l'énergie s'épuise dans les rivalités internes et la conquête d'un pouvoir dont ils ne savent que faire une fois qu'ils l'ont conquis...).

« *Les révolutions ne se jugent pas à leurs ambitions mais à leurs résultats.* »

Il en a tiré un livre dont le titre a pu faire sourire : *Révolution*. Quoi, un révolutionnaire, ce jeune homme bien né passé par l'Ena et l'inspection des finances, ce « banquier d'affaires » au langage si policé ? En France, le mot évoque plutôt Thermidor. On en est loin... Et pourtant, c'est bien une sorte de révolution – modérée,

pacifique et électorale – que mène Macron. Quand le pouvoir, de gauche ou de droite, se révèle incapable de guérir les maux auxquels il doit son élection ; quand les gouvernements successifs s'enlissent chacun son tour dans l'impopularité et l'anémie, bref quand le « système politique » n'est plus la solution mais le problème, alors monte dans le pays la tentation de renverser la table. Cela s'appelle une révolution. La France, depuis deux siècles en est coutumière. L'exercice consiste à changer le logiciel du pouvoir et pour cela, condition préalable, à « dégager » le personnel politique en place. Ce que proposaient d'ailleurs la plupart des candidats à la présidentielle Nous y sommes.

Que le « jeune » Macron, ce bizuth électoral, ait réussi en un an le tour de force de déboulonner le « système » et faire élire sous son nom 400 députés (un peu plus, un peu moins) dont la plupart, il y a un mois encore, étaient de parfaits inconnus, le fait est inouï. Qui – hormis peut-être l'intéressé ? – croyait la chose possible au soir du 7 mai ?

Inutile, ici, d'invoquer la chance. L'incroyable baraka qui a accompagné Macron dans sa marche.

Cette fois, c'est d'autre chose qu'il s'agit : d'un choix du corps électoral, qui valide l'analyse que Macron avait faite des attentes du pays, et qui explique l'abstention record enregistrée ce 11 juin.

La France n'a pas été submergée par une vague de macromania (REM obtient moins de voix que Macron le 23 avril). Mais si 11 millions d'électeurs de Le Pen, de Mélenchon et de Fillon ont disparu dans la nature, si tant de citoyens sont restés chez eux, alors que les sondages avaient parfaitement anticipé le triomphe de REM, ce n'est pas par inadvertance. Par leur vote ou leur non-vote, les Français ont voulu (ou se sont résignés) à donner au nouveau Président les moyens d'agir et de mettre en œuvre la « révolution » annoncée. En clair : à vous de jouer. Les autres ont eu leur chance. Ils n'ont pas su la saisir. C'est votre tour.

Pas de blanc-seing, donc, mais une confiance au conditionnel, et qui oblige. Car écrasante majorité veut dire responsabilité écrasante. Surtout quand on a été élu sur une promesse d'efficacité. Les révolutions ne se jugent pas à leurs ambitions mais à leurs résultats.

majorité jupitérienne

Le Parti socialiste sur un champ de ruines

C'est le second séisme de ce premier tour (le premier s'appelant abstention) : le Parti socialiste, qui contrôlait la moitié de l'Assemblée sortante, s'effondre dès le premier tour des législatives en n'obtenant seulement que 7,44 % des suffrages et devrait recueillir avec ses alliés, dimanche soir, de 15 à 40 sièges, soit encore moins que les 57 de la débâcle de 1993 !

Depuis le siège du parti, le premier secrétaire Jean-Christophe Cambadélis a reconnu, dimanche soir, un « recul sans précédent de la gauche dans son ensemble et notamment du Parti socialiste », un échec qui vient après la « lourde défaite de la présidentielle », où Benoît Hamon – lui aussi a été laminé hier – avait obtenu 6,3 % des suffrages, loin derrière La France insoumise (19,6%).

« Le tourbillon était trop puissant [...] les deux scrutins étaient beaucoup trop rapprochés pour permettre un véritable sursaut », a déploré

Jean-Christophe Cambadélis, lui-même éliminé dès le premier tour dans la 16^e circonscription de Paris, devancé par le secrétaire d'État Mounir Mahjoubi (REM) et la secrétaire nationale du Parti de gauche Sarah Legrain (LFI).

Dégager Cambadélis pour Cazeneuve ?

Pour Michèle Delaunay, l'ancienne ministre déléguée aux Personnes âgées et à l'Autonomie, le Parti socialiste n'est pas mort. Il doit seulement faire le grand ménage pour pouvoir se « reconstruire ». Mais cette fois sans Jean-Christophe Cambadélis. Le Premier secrétaire est « synonyme de l'absence de renouvellement et des erreurs de notre parti », a expliqué l'ancienne ministre déléguée aux Personnes âgées et à l'Autonomie. Elle en appelle à Bernard Cazeneuve, un homme « irréprochable, qui a de la hauteur » afin de faire « cette transition ». Mais la débâcle des socialistes ne repose pas

que sur le premier d'entre eux. D'autres socialistes de premier plan ont échoué, tels Benoît Hamon (à 80 voix près), les anciens ministres Matthias Fekl et Christian Eckert, le député des Bouches-du-Rhône Patrick Menucci (devancé par Jean-Luc Mélenchon), les numéros deux et trois du PS Guillaume Bachelay et Christophe Borgel, les lieutenants de Martine Aubry François Lamy et Jean-Marc Germain.

Présent dimanche soir au siège du parti, rue de Solferino, le journaliste de France 24 Karim Yahiaoui décrivait une « ambiance de fin de règne, très morose ».

L'ancien ministre de l'Agriculture Stéphane Le Foll, qui n'avait pas de concurrent REM, sort, en revanche, en tête dans la Sarthe (30,3%), devant le candidat LR. Également qualifiés, le chef de file des frondeurs, Christian Paul, le président du groupe PS à l'Assemblée Olivier Faure, et l'ancienne ministre Najat Vallaud-Belkacem,



Qui prendra les rênes, au lendemain du 18 juin, d'un Parti socialiste moribond ?

pour qui la partie sera néanmoins difficile. « Ceux qui ont une chance d'être élus la semaine prochaine, ce sont ceux qui n'avaient pas de candidats La République en marche ! contre eux dans leur circonscription », précise la politologue Anne Jadot sur France 24.

« Se réinventer »

« Je ne crois pas que la gauche puisse mourir dans ce pays », relativise Stéphane Troussel, président PS du

conseil départemental de Seine-Saint-Denis.

Qualifiant Emmanuel Macron de « centre-droit, libéral » au vu des premières mesures sur l'éducation, le Code du travail et l'action économique, il affirme que « la gauche doit se réinventer » pour y faire face.

Dans la droite ligne des propos de l'ancien Premier ministre Bernard Cazeneuve, qui soulignait pendant la campagne la nécessité de « rebâtir la gauche de gouver-

nement sur des bases saines et renouvelées ».

Benoît Hamon a, de son côté, promis de participer quoi qu'il arrive à la refondation de la gauche, et doit lancer le 1^{er} juillet son mouvement transpartisan. Mais hier matin, il ne semblait pas remis de la douche froide...

Après cette nouvelle déroute électorale cinglante et historique, le Parti socialiste a-t-il encore un avenir ? Réponse après le 18 juin.

QUATRE CANDIDATS ÉLUS DÈS LE PREMIER TOUR

Au total, ils ne sont que quatre à avoir réussi cet exploit contre 36 – dont 22 PS – en 2012 à avoir été élus au premier tour de ces élections législatives. Il faut dire que le nombre de candidats par circonscription était particulièrement élevé (14 en moyenne), entraînant une forte dispersion des voix. Le scrutin a, en outre, été marqué par une très forte abstention. Résultat : il était plus difficile d'obtenir 50 % des voix exprimées et 25 % des inscrits, les deux conditions à remplir pour être élu dès le premier tour des élections législatives.

■ **Première circonscription de Paris.** – Sylvain Maillard, ancien cadre de l'UDI investi par La République en Marche !. Il a été élu avec 50,8 % des voix face à Jean-François Legaret (LR).

■ **Cinquième circonscription de la Somme.** – Stéphane Demilly, fils de l'ancien sénateur Fernand Demilly. Ce membre de l'UDI étant jugé « macron-compatible », il n'y avait pas de candidat REM face à lui. Il a donc été réélu avec 53,77 % des voix.

■ **Quatrième circonscription du Morbihan.** – Paul Molac va retrouver le Palais-Bourbon (54 %). Cet ancien PS/EE-LV, a reçu, cette fois, l'investiture REM.

■ **L'unique circonscription de Wallis et Futuna.** – Napole Polutélé (DVG) a été réélu avec 50,24 % des suffrages. Il était entré à l'Assemblée nationale en 2013 lors d'une élection partielle en remplacement de l'UMP David Vergé, dont l'élection avait été annulée pour cause d'irrégularités.

Guaino : des électeurs « à vomir »

Henri Guaino est très en colère depuis dimanche soir. Depuis sa défaite cinglante dans la 2^e circonscription de Paris (4,51 % !), déclarant que « l'électorat qui a voté dans la 2^e circonscription de Paris [...] était, à ses yeux, à vomir ». Il s'en est notamment pris aux « bobos », ces gens « narcissiques qui vivent entre eux dans l'égoïsme le plus total. C'est vraiment ce que je déteste le plus dans l'existence ». Il a annoncé être « allé au bout du bout de [ses] engagements politiques » et avoir décidé d'arrêter la politique. Clap de fin. Invité, hier, de LCI, l'ancien député des Yvelines est revenu sur ses propos accusateurs sur les électeurs de la 2^e circonscription, en esquissant un *demmea culpa* : « Je ne parlais pas de ceux qui ont voté pour moi. » On s'en doutait bien... Mais, droit dans ses bottes, il a maintenu tout ce qu'il avait dit dimanche soir.

« Hypocrisie de droite »

Ce soir-là, l'ancien conseiller de Nicolas Sarkozy était, en effet, catégorique, n'hésitant pas à s'en prendre aux habitants de cette circonscription où il s'était parachuté pour les élections législatives (il était député sortant des Yvelines) et qui lui ont préféré les candidats REM Gilles Legendre (41,81%) et LR Nathalie Kosciusko-Morizet (18,13 %). Le can-



Maintenant « je suis libre », a annoncé Henri Guaino.

(Photo AFP)

didat, qui n'avait pas reçu l'investiture Les Républicains, a employé des mots très durs pour désigner les électeurs de son ancien parti, dénonçant « l'hypocrisie de droite », cette « bourgeoisie traditionnelle de droite qui va à la messe, envoie ses enfants au catéchisme et qui vote pour un type qui pendant 30 ans, s'est arrangé, a triché par tous les moyens. [...] Un peu pétainistes, vous savez tous ces gens-là ». Une attaque directe contre les sympathisants de Sens commun, mouvement émanant de la Manif pour tous, premier soutien d'un certain... François Fillon ! Amer, le candidat a également regretté les candidats actuels : « Maintenant on se re-

trouve avec les gens que vous voyez, qui franchement ne méritent pas le respect. Voilà, c'est tout, j'ai voulu aller jusqu'au bout, je suis allé jusqu'au bout. » Aux journalistes qui s'étonnaient de ce mépris affiché de ses électeurs, M. Guaino avait répondu : « Pour ceux-là, oui. » « Je constate ce qu'ils ont fait au moment de la primaire, pour qui ils ont voté contrairement à tous leurs préceptes moraux, cette hypocrisie du socle sociologique sur lequel la droite s'est rétrécie, voilà », a-t-il poursuivi.

On savait que Henri Guaino était un adepte des coups de sang mais pas qu'il était mauvais perdant... P.-R. D. (avec AFP)